

## Destination inconnue

Dans ce numéro spécial consacré à la perestroïka, le CEPII a voulu faire le point, c'est-à-dire mettre par écrit et diffuser l'état présent de sa réflexion sur le processus de réforme en cours en Union soviétique. Il s'agit d'un exercice risqué. Quatre ans après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, annonces, projets, textes et correctifs se succèdent encore à un rythme soutenu, compliquant l'analyse et pouvant à tout moment la remettre en question. Mais, d'un autre côté, nul ne doute plus ni de l'ampleur de l'ambition réformatrice de M. Gorbatchev, ni de sa volonté de traduire cette ambition en décisions. La question centrale aujourd'hui concerne plutôt sa capacité à obtenir des adhésions et changements de comportement suffisamment nombreux et puissants pour que la réalité soviétique s'engage progressivement dans une direction nouvelle. Elle n'exclut cependant pas d'autres questions importantes, notamment celles qui concernent la cohérence et la pertinence de l'ensemble des décisions prises ou programmées.

Gérard Wild procède, dans le premier article, à un état des lieux. Après avoir explicité la stratégie de contournement engagée par M. Gorbatchev, il décrit les résistances du corps social, engendrées par ses anticipations pessimistes et son constat que l'approvisionnement en biens de consommation ne s'est pas amélioré.

Dans l'article suivant, Nina Kousnetzoff tente une analyse de la conjoncture soviétique. Malgré les fortes imperfections des statistiques, les graves déséquilibres macro-économiques apparaissent clairement, notamment à travers le déficit budgétaire et le gonflement de l'épargne liquide.

Ensuite, Georges Sokoloff étudie les réformes des relations économiques extérieures, qui ont été à l'avant-garde, dans le temps et dans l'esprit, de la

---

perestroïka dans son ensemble. Elles ont eu un impact limité, et pas toujours positif, ce qui explique qu'elles soient souvent remises sur le chantier et réorientées. D'après Georges Sokoloff, ces réformes ne peuvent pas supprimer la dépendance de l'URSS vis-à-vis de l'extérieur, mais elles peuvent, si elles réussissent, lui éviter de connaître à la fois la dépendance et la stagnation.

L'agriculture fait l'objet de l'article suivant, rédigé par Chantal Beaucourt. Après avoir rappelé les données du problème, elle indique dans quelles directions pourraient évoluer les structures agricoles soviétiques, en se fondant notamment sur les « recommandations » d'août 1988. Dans un cadre qui devrait devenir de nature contractuelle, la formule du fermage pourrait représenter la voie de l'avenir.

Daniel Pineye étudie ensuite l'impact de la perestroïka sur les pays communistes en développement. Il montre que l'URSS éprouve de grandes difficultés à étendre la réforme à son « outre-mer » : Cuba la rejette catégoriquement, le Vietnam, en l'acceptant, a achevé de ruiner son économie.

Une chronologie des réformes, réalisée par Dominique Pianelli, permet de visualiser les liaisons entre les processus de réforme à l'œuvre depuis une vingtaine d'années en Europe de l'Est. Enfin, dans la rubrique Lu, Françoise Lemoine présente quelques articles récents relatifs aux réformes dans les économies socialistes.

Après une période de *gorbymania* exacerbée, le balancier est reparti dans l'autre sens. Aujourd'hui, de nombreux observateurs et commentateurs expriment des appréciations pessimistes et inquiètes non seulement sur l'avenir de la perestroïka, mais aussi sur celui de M. Gorbatchev. Les réformes ont commencé à perturber l'ordre soviétique ancien, en matière économique comme dans le domaine politique, interne et externe. Pour l'instant, elles n'ont pas enclenché une dynamique claire vers un système démocratique et marchand, ou vers un système de « troisième type ». Un mouvement a été lancé, dont l'ampleur historique est certaine, et la finalité ultime évidente : permettre à la Russie de retrouver son rang. Mais les analyses présentées dans ce numéro montrent qu'il est encore trop tôt pour en définir les limites et en apprécier les chances de succès.

Jean-Michel CHARPIN  
Directeur du CÉPII